

Sous la direction de  
Roselyne de Villanova  
et Cristiane Rose Duarte

**Nouveaux regards sur l'habiter**  
**Outils et méthodes, de l'architecture aux**  
**sciences sociales**

Cet ouvrage vient rappeler l'importance des parcours, des vécus et sentiments des hommes dans la fabrication des villes. Intéressés à ce que l'habitant perçoit, à la manière dont il produit et transforme son environnement, des architectes, anthropologues, sociologues et géographes se sont rencontrés à Rio de Janeiro autour de François Laplantine, à l'occasion de l'année de la France au Brésil 2009. Cette publication rapporte le travail réalisé conjointement dans la confrontation entre formes bâties et espaces sociaux, un des paris de cette rencontre franco-brésilienne. Les auteurs présentent des méthodes d'observation et d'enquête relativement nouvelles à travers l'image, les techniques audio-visuelles, la communication internet et des ateliers d'habitants interactifs. L'ouvrage s'adresse plus particulièrement aux enseignants et chercheurs universitaires, aux architectes, aux étudiants, aux constructeurs et gestionnaires de la ville et du logement.

*Around de François Laplantine, Alessia de Biase, Cristiane Rose Duarte, Maria Emilia de Gusmão Couto, Pedro José García Sánchez, Marco Antonio Mello, Barbara Nascimento, Ethel Pinheiro, Fábio Queiroz, Jorge P. Santiago, Soraya S. Simões, Jean-Paul Thibaud, Marcelo Tramontano, Paula Uglione, Neiva Vieira da Cunha, Roselyne de Villanova.*



Livre  
25,90 €  
EAN : 9782304035384



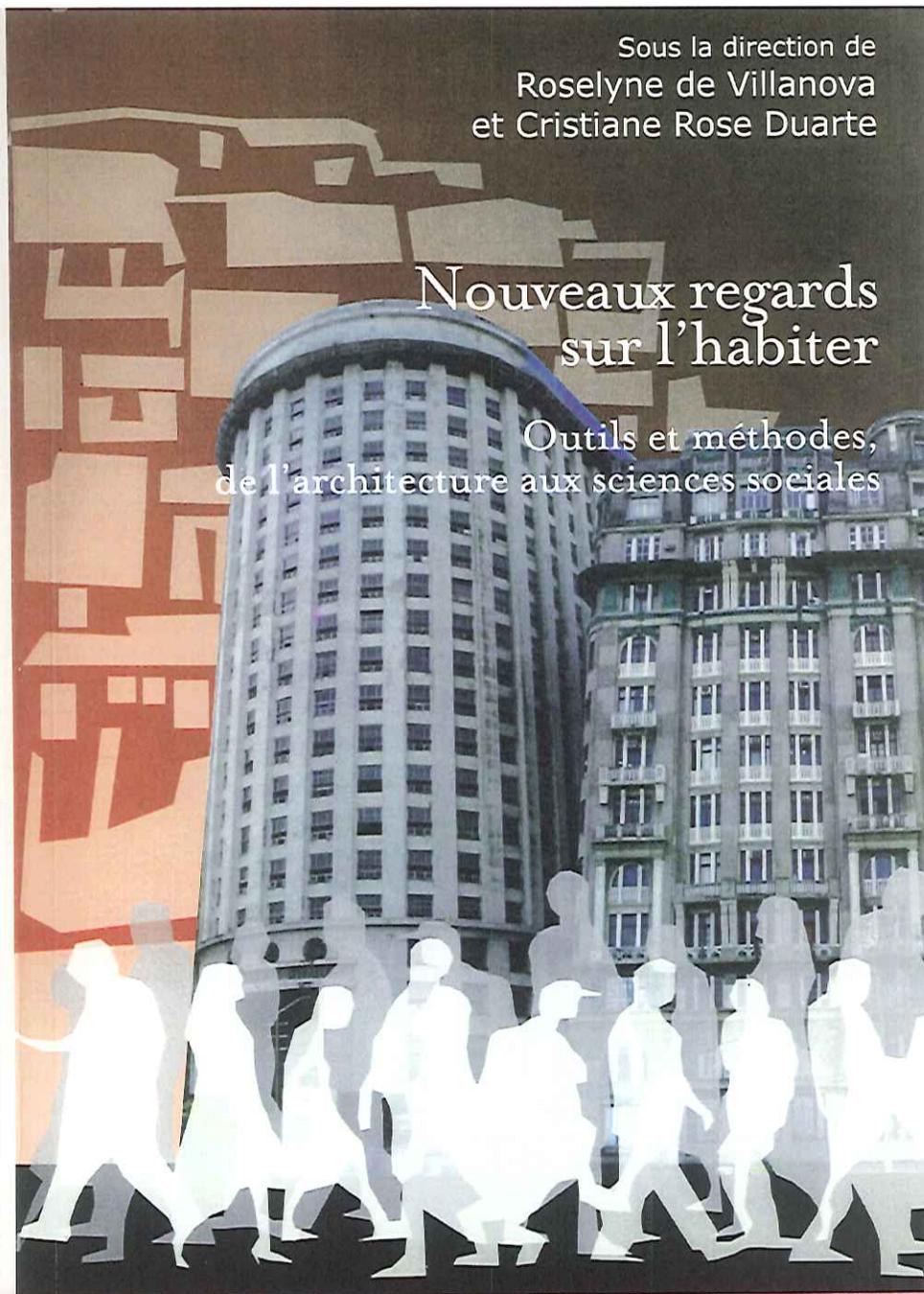
Livre numérique  
11,90 €  
EAN : 9782304035391

Livre disponible sur [manuscrit.com](http://manuscrit.com),  
en librairie et sur les librairies en ligne

13720

Roselyne de Villanova  
et Cristiane Rose Duarte (dir.)

Nouveaux regards sur l'habiter  
Outils et méthodes, de l'architecture aux sciences sociales



Sous la direction de  
Roselyne de Villanova  
et Cristiane Rose Duarte

**Nouveaux regards**  
**sur l'habiter**

**Outils et méthodes,**  
**de l'architecture aux sciences sociales**

RECHERCHE - UNIVERSITÉ



**Le Manuscrit**  
[www.manuscrit.com](http://www.manuscrit.com)

Sous la direction de  
Roselyne de Villanova  
et Cristiane Rose Duarte

## Nouveaux regards sur l'habiter

Outils et méthodes,  
de l'architecture aux sciences sociales

*Recherche et Université*

Éditions Le Manuscrit  
Paris

## SOMMAIRE

Remerciements.....	9
Comité de lecture .....	11
Présentation	
<i>Roselyne de Villanova et Cristiane Rose Duarte</i> .....	13
Architecture et anthropologie	
<i>François Laplantine</i> .....	25
Modelage du lieu, remodelage du regard de l'architecte	
<i>Cristiane Rose Duarte</i> .....	35
Regards anthropologiques sur les espaces, quartiers et habitats « sensibles »	
<i>Jorge P. Santiago</i> .....	59
« Où habitez-vous ? » Les multiples significations et implications de l'adresse	
<i>Marco Antonio Mello et Soraya Silveira Simões</i> .....	79
Modes de vie, espaces de vie	
<i>Marcelo Tramontado et Fábio Queiroz</i> .....	99
Des ambiances en passant – figures, allures, mesures –	
<i>Jean-Paul Thibaud</i> .....	125
La ville : nouvelle sensibilité et mémoire du futur	
<i>Ethel Pinheiro et Paula Uglione</i> .....	155
L'étude du lieu et de ses images. Expérience méthodologique	
<i>Maria Emília de Gusmão Couto et Bárbara Thomaz Lins Nascimento</i> ..	169
Replacer le regard, créer des écarts	
<i>Alessia de Biase</i> .....	191

© Éditions Le Manuscrit / [www.manuscrit.com](http://www.manuscrit.com), 2012

© Visuel de couverture : Ethel Pinheiro

EAN : 9782304035384 (livre imprimé)

EAN : 9782304035391 (livre numérique)

Mémoire urbaine et identité sociale : récits des habitants des favelas de <i>Grande Tijuca</i> , Rio de Janeiro <i>Neiva Vieira da Cunha</i> .....	207
Interactivité socio-spatiale et démocratie urbaine : ce que la vulnérabilité de l'expérience peut (encore) nous apprendre <i>Pedro José García Sánchez</i> .....	223
Regard partagé sur le projet urbain : une relation productive <i>Rosehlyne de Villanova</i> .....	245
A propos des auteurs.....	271

## REMERCIEMENTS

Cet ouvrage a bénéficié du soutien de la Direction de l'architecture et du patrimoine (DAPA) du Ministère de la Culture et du Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement (LAVUE) - UMR CNRS 7218.

La FAPERJ (Fondation d'appui à la recherche de l'Etat de Rio de Janeiro) et le CNPq (Conseil pour le Développement Scientifique et Technologique – gouvernement fédéral brésilien) ont soutenu les journées de rencontre qui sont à l'origine de ce livre. Nous tenons à remercier l'équipe du laboratoire de recherche Arquitetura, Subjetividade e Cultura, liée au Programme d'études doctorales en Architecture de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, qui a prêté main forte à l'organisation du colloque ainsi qu'à cet ouvrage : Alice Brasileiro, André Carvalho, Ethel Pinheiro, Regina Cohen, Paula Uglione, Osvaldo Silva et le professeur Júlio Cesar Rodrigues (FAU/UFRJ).

Nous remercions Jean-Bernard Bergouignan pour son travail de correcteur minutieux.

Merci à Alice Brasileiro et Ana Claudia Coelho pour leur aide précieuse à la réalisation de la maquette.

Nous remercions le comité de lecture et plus particulièrement Geneviève Vermès qui a accompagné ce travail tout au long de sa préparation.

« OÙ HABITEZ-VOUS ? »  
LES MULTIPLES SIGNIFICATIONS  
ET IMPLICATIONS DE L'ADRESSE

Marco Antonio Mello et Soraya Silveira Simões

Le substantif *endereço* [adresse] provient du latin *aderece*, d'où tire aussi sa racine le substantif *adereço* [parure]<sup>1</sup>. Tous deux – adresse et parure – signifient un lieu possible où l'on sera identifié – ou distingué – dans l'espace. Avec une adresse on arrive quelque part ou, à l'inverse, on évite d'y arriver. Avec nos parures, nous signalons, communiquons, exhibons des signes extérieurs de statut. Un pas de porte, par exemple, décore et indique ; tandis que le nom de famille figurant sur les boîtes aux lettres garantit que le courrier arrivera à destination. Par son étymologie, le verbe *endereçar* [adresser] provient aussi de *indirectiare* et, signifie également redresser, aligner, lancer droit. Donc, une adresse est un « chemin direct », qu'il s'agisse de l'envoi d'une simple lettre, ou de la construction imaginaire d'une réalité, d'un destin<sup>2</sup>.

Notre adresse est ce qui permet à autrui d'accéder facilement à un lieu qui représente une partie de notre identité.

---

<sup>1</sup> Texte traduit du portugais par Irène dos Santos. Le terme « adresse » en français a le sens d'indication du domicile d'une personne, de lieu de résidence et non le double sens comme en portugais [NDT].

<sup>2</sup> De la même manière, avoir une adresse reconnue par l'administration permet de trouver, ou d'être trouvé par le plus grand nombre d'individus et d'institutions, grâce aussi à une *représentation abstraite de l'espace*.

En Europe, environ 16 % des Français changent annuellement d'adresse (Bruston 1998), alors qu'au Brésil, bien que nous n'ayons pas trouvé de statistiques comparables, selon le recensement démographique de 2000<sup>3</sup>, environ 15,5 millions d'individus changent de commune : 8% de la population nationale<sup>4</sup>, sans compter ceux qui ont changé d'adresse en restant dans la même commune<sup>5</sup>. Si nous considérons la mobilité résidentielle comme un *changement d'adresse*, avec toutes les procédures légales et administratives que cela implique, nous pouvons commencer à imaginer que le désir ou la contrainte conduisant à l'initiative, ou à l'imposition du changement, revêtent l'adresse de multiples significations. Pour autant, nous ne pouvons appréhender le changement d'adresse à travers les seuls dispositifs légaux, ni le réduire à la seule matérialité qui constitue, délimite et forme un système construit. Les limites de cet espace que façonne l'idée d'adresse sont aussi moralement tracées, son appréhension constituant l'une des premières leçons des choses que nous devons connaître par cœur dès que nous faisons irruption, encore jeunes, sur la scène publique.

L'espace réside déjà dans la langue, comme le souligne Philippe Bonnin, puisque parler exprime déjà en soi un *mode d'habiter* (Bonnin 2002)<sup>6</sup>. Habitants de la ville, nous avons tôt appris qu'en nous rendant à l'église, au club, au tribunal, à la plage, au cimetière, à l'hippodrome ou à la maison close, nous devons nous présenter et nous adresser aux autres de manières distinctes et différenciées : par notre habillement, par le vocabulaire, ou par les termes empruntés pour nous adresser aux autres. Dans ce sens, une adresse est un *vocatif*, puisqu'elle indique

<sup>3</sup> Cf. les résultats de l'échantillon « Migration et déplacement » du recensement démographique de 2000, IBGE (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*) (2000).

<sup>4</sup> En 2000, la population totale du pays approchait les 184 millions.

<sup>5</sup> L'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (IBGE) distingue les données relatives à la « migration » et au « déplacement », l'un relevant de la routine, liée au travail ou aux études, de personnes ayant une résidence fixe dans une commune donnée, l'autre relevant de l'installation résidentielle dans une autre ville.

<sup>6</sup> Voir aussi à ce propos Heidegger (1980).

un mode de s'adresser à l'autre, reposant fondamentalement sur les codes sociaux.

Aussi pouvons-nous considérer qu'une importante dimension de l'expérience urbaine d'un citoyen est mise en évidence par l'étude de son adresse. Dans des villes comme Beyrouth, nous pouvons inférer la religion et la famille d'un individu avec comme seule référence le côté de la ville (est ou ouest) où il réside. À Paris, une lecture simplement schématique de ses arrondissements nous informe sur les styles de vie et d'architecture qui vont avec les politiques urbaines et les changements dans la vie sociale de la capitale française. L'animation des quartiers d'accueil des immigrants, proches des grandes gares situées dans les arrondissements du nord de la ville, ressemble très peu au raffinement et à la discrétion bourgeoise des beaux quartiers concentrés dans la partie ouest. A Rio de Janeiro, l'habitant d'une favela sait que l'information à propos de son lieu de résidence est un capital qui peut avoir de l'influence sur une bonne partie de sa trajectoire sociale. Il sait aussi, par expérience, que la présence de l'État peut y être différenciée, par rapport au reste de la ville.

Ce survol rapide montre que la liste des questions qui se posent au chercheur, avant même de se rendre sur le terrain, est quelque part déterminée, d'une manière générale, par l'un des principaux éléments constitutif de notre présence et de notre identité, aussi bien sur le plan physique que symbolique dans l'espace urbain : l'*adresse*. Et cela, parce que les *coordonnées*, comme disent les Français, c'est à dire une adresse dans la ville, ne renvoient pas seulement à une localisation dans l'espace physique, mais aussi à une désignation dans l'espace social. Avec ce point de départ – les « coordonnées »<sup>7</sup> – nous pouvons souvent connaître aussi le type d'expérience qui peut s'imposer au citoyen habitant une adresse déterminée (Mello, Simões, Freire 2010) et nous pouvons aussi spéculer sur les processus

<sup>7</sup> En français dans le texte [NDT].

normatifs de la vie citadine qui visent à instaurer une certaine *urbanité* parmi ses habitants.

Chombart de Lauwe, en 1952, dans l'étude « Paris et l'agglomération parisienne », a considéré qu'« un quartier urbain n'est pas seulement défini par des facteurs géographiques et économiques, mais aussi par la représentation que ses habitants et que ceux des autres quartiers ont de lui ». Par cette observation, Chombart de Lauwe cherchait à attirer l'attention sur un fait simple et banal, mais non dépourvu d'importance : l'étroitesse et la répétition des trajets quotidiens d'un individu dans une grande métropole, pour introduire la réflexion sur les limites de la déambulation urbaine. Ces limites sont marquées par le style de vie, les habitudes de consommation, les goûts personnels, les occupations et, enfin, par les représentations que les habitants de la ville se font de leurs nombreux quartiers, arrondissements, cercles, régions, zones, rues, faubourgs, coins de rue, avenues, boulevards, etc.

Allons encore un peu plus loin, afin de mettre en évidence et de considérer avec attention les catégories selon lesquelles les quartiers et adresses sont classés, comment ils sont identifiés et là densité sémantique des mots qui les qualifient (*favelas*, *alagados*<sup>8</sup>, *mocambos*<sup>9</sup>, quartiers sensibles, banlieue, zone de vie bohème, îlots insalubres). Faisons aussi l'effort de rappeler les critères qui ici et là, réunissent les habitants dans une population donnée (« faibles revenus », « immigrés », « *favelados* »<sup>10</sup>, « noirs », « bourgeois »). Le résultat de ce bref exercice nous permettrait d'observer combien ces éléments concourent à la constitution des répertoires d'argumentation et à l'efficacité des régimes de justification (Boltanski et Thévenot 1991) dans lesquels politiques et habitants s'engagent,

<sup>8</sup> Terme ironique désignant les habitants des zones inondables, [NDT.]

<sup>9</sup> Terme à connotation péjorative, le *mocambo* est une habitation construite de façon artisanale, avec des matériaux locaux : la feuille de bananier, du bois, etc...où les esclaves en fuite se réfugiaient. Il peut être traduit par chaumière. Voir éventuellement Gilberto Freyre 2003.

<sup>10</sup> Habitants sur qui la favela a « déteint » [NDT.]

notamment lorsque, dans une circonstance précise, ces personnages se voient poussés à revendiquer le *droit au lieu*<sup>11</sup>.

### Espèces d'espace

La référence au titre d'un livre de George Perec n'est pas fortuite, car il y a de nombreux modes de convergence et de superposition entre ces jeux de classification du texte littéraire et le casse-tête suscité par l'axe thématique d'une adresse.

« L'espace topographique (déterminé par les conditions physiques) ; l'espace biologique (déterminé par les conditions écologiques) ; l'espace anthropologique (déterminé par la distribution de types anthropologiques) ; l'espace-temps (déterminé par la rapidité des communications) ; l'espace économique (déterminé par la production, la consommation et les échanges) ; l'espace géographique (qui comprend les transformations provoquées par la nature et par l'homme à l'espace topographique) ; l'espace démographique (déterminé par le volume, la densité et la distribution des populations) ; l'espace culturel (déterminé par les représentations collectives ayant une expression matérielle dans l'espace concret) », tout cet ensemble complexe contribue à la construction de ce que Chombart de Lauwe a défini comme espace social<sup>12</sup>.

La place des individus dans cet espace nous offre une topographie de la *polis*. L'habitant des *favelas*, l'immigré, le banlieusard expriment, en grande partie, l'intériorisation d'un

<sup>11</sup> En France, par exemple, l'actuelle rénovation urbaine (financée depuis 2003 par une agence unique, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine – ANRU) se fonde, entre autres arguments, sur le critère de la « mixité sociale ». Dans toute la France, les projets de rénovation conduits par l'ANRU, dans ses déclinaisons locales, avancent ces critères comme un *argument*, pour les démolitions des grands ensembles hérités des années 1960-1970 et obligeant les habitants, en majorité immigrés du Maghreb et d'Afrique sub-saharienne, à changer d'adresse. Les nombreuses critiques et controverses relatives à ce concept, transformé en argument dans l'actuelle rénovation urbaine française, sont évoquées, notamment, par Tissot et Poupeau (2005), Genestier (1999) Donzelot et Epstein (1999).

<sup>12</sup> Op.cit.: 24.

ordre donné par la volonté qu'a l'observateur d'y chercher des caractéristiques permettant les comparaisons et les justifications.

Comme nous le rappellent Chombart de Lauwe et de nombreux autres à sa suite, l'histoire de l'habitation prolétaire dans des pays d'Europe et au Brésil montre les conséquences sociales et économiques qu'entraîne l'imposition de solutions rationnelles dans le mode d'habiter, ou encore en matière de bon dosage de la « mixité sociale », conçus par une catégorie de dirigeants, pour être appliqués à une catégorie de salariés. Au Brésil, dans les années 1930, la question du logement par le biais du droit à l'habitation était encore un terme non reconnu clairement par la législation. Bien que le président Getúlio Vargas (1930-1945) fit l'apologie de la maison comme le siège de la cellule sociale et politique de base - la famille - encore eût-il fallu que l'ordre et la routine disciplinaires fissent leur entrée chez le pauvre, permettant de le hisser, définitivement, à la condition qu'on espérait primordiale pour lui, de *prolétaire*. Sur le plan civique, l'habitant d'une maison en ville, et surtout celui d'une cabane sur la pente d'une colline, ne pouvait espérer bénéficier de sa condition d'« habitant » pour, en tant que tel - et non en tant que « travailleur » comme le prétendait Vargas - prétendre au rôle de sujet de droit.

Le *droit de cité* - ou l'espace de la citoyenneté - a ses raisons et limites dévoilées donc, non seulement par la possibilité de posséder une adresse, mais surtout, par la possibilité de se faire reconnaître une adresse dans la ville, comme l'avaient prétendu quelques programmes brésiliens récents, conçus après la redémocratisation du pays : « A chaque famille, un lot », en 1981, sous le gouvernement de Leonel Brizola et « Favela-Bairro » (littéralement : Favela-Quartier), en 1995, sous la mandature du préfet César Maia.

Le processus de reconnaissance d'une adresse, comme celles inscrites à l'intérieur d'une favela, exige aussi une reconnaissance de modes d'organisation spatiale étrangers à l'urbanisme moderniste d'origine rationaliste. L'urbanisme vernaculaire suppose, qui plus est, d'autres modes

d'organisation du temps. Dans la favela marocaine de Douar Doum, à Rabat, l'anthropologue Colette Pétonnet a observé que la communication d'une adresse ne se faisait pas au travers de représentations abstraites de l'espace, avec des noms (arabes ou européens) de rues. Dans la favela de Rabat, le chemin à suivre était indiqué par des références bien concrètes, inscrites dans l'espace grâce aux habitudes en cours localement. Douar Doum apparaît comme un lieu, « une chose créée, un domaine ethnique rendu visible, tangible, sensible » (Langer 1980, p. 100) : en conséquence, le « lieu pratiqué, lieu estimé » (Mello et Vogel 2004, p. 288). Si les chemins à Douar Doum sont indiqués à partir de références personnelles, le *temps* dans la favela de Rabat, en dehors de celui institué par le monde du travail, ou encore en dehors de l'heure commune de la prière ou du rythme des fêtes, n'est pas non plus organisé de manière fixe ou rigide, comme le note Pétonnet. En fait, c'est précisément « cette imprécision, cette incertitude, la non estimation de la distance et de la durée du parcours [qui] peuvent constituer une angoisse pour les Européens qui voyagent au Maroc avec les musulmans » (Pétonnet 1972).

Actuellement, les grands événements et projets urbains visant à internationaliser les métropoles sur les cinq continents imposent une organisation du temps et de l'espace à l'échelle globale, afin d'augmenter l'accessibilité des lieux à un nombre sans cesse croissant de citoyens surtout étrangers dans celles qu'on appelle les « villes globales ».

#### *Reconnaître une adresse, reconnaître un droit*

Face à la complexité de l'internationalisation des villes dans un contexte mondial, aujourd'hui, plus que jamais, avoir une adresse est avoir un *droit*<sup>13</sup>. Ce qui implique une série d'obligations - économiques, politiques, morales et, selon la ville, également religieuses - dont la prescription, diffusion et connaissance dans la sphère publique sont des inflexions du

<sup>13</sup> Les sans domiciles fixes rencontrent des difficultés à obtenir les aides auxquelles ils ont droit par le simple fait de ne pas avoir d'adresse.

phénomène juridique lui-même. Et le droit étant l'un des aspects les plus fondamentaux pour la définition d'une société en tant que communauté humaine, comme l'a observé Marcel Mauss (1972), *avoir le droit* signifie appartenir à ce camp immanent du pouvoir reconnu et légitimé entre égaux. Nous savons cependant que les habitants de la ville n'intègrent pas tous la cité - *polis* - et que les conflits que les journaux rapportent continuellement ne font que nous informer sur l'actualité d'une question ontologique.

Si, pour qu'une communauté morale se constitue, il doit y avoir au minimum un accord sur le droit, les situations expérimentées dans la vie quotidienne se chargent de mettre à l'épreuve les structures normatives. Dans l'ordre de *l'habiter*, par exemple, nous trouvons dans les langues française et portugaise un champ sémantique constitué d'une soixantaine de vocables associés à l'idée de *maison* qui offrent un panorama de son évolution et la possibilité d'inscrire un vaste spectre des formes construites, destinées à l'habitation de l'homme.

Cette proximité sémantique et la pluralité des formes construites ne devraient pas être brouillées, cependant, par le sens immanent de « protection », d' « abri », qui regroupe l'ensemble du spectre de ces désignations, sous l'idée d'habitation. Après tout, cette pluralité de voix met indubitablement en évidence la complexité de la gestion de la coprésence dans les démocraties et dans les espaces métropolitains, comme Rio de Janeiro et Paris. Chacune de ces villes structurées plus largement en quartiers et zones (sud, nord, ouest), comme à Rio, et en quartiers et arrondissements, comme à Paris ont, dans leurs circonscriptions administratives, des degrés variables de diversité sociale et de « régions morales » qui dépendent, *grosso modo*, de la valeur de l'utilisation du sol et des pressions de la spéculation immobilière.

L'arrondissement, terme qui désigne chacune des vingt divisions administratives de la ville de Paris, est issu du verbe arrondir, qui signifie ici *égaliser les distances par rapport à un centre*. Autrement dit, l'arrondissement porte l'idéal d'harmonie, de l'égalité des distances. Un sens que l'on trouve aussi dans la notion

de quartier comme dans celle de voisinage et, de la même manière, dans l'arène, où les citadins, face à n'importe quelle intervention urbaine, se sentent contraints à manifester, en ayant recours, pour ce faire, à leurs raisons d'habitants du lieu. Toutefois, au-delà de cette définition encyclopédique d'arrondissement, il y a un usage vernaculaire qui les met en relation les uns avec les autres et, de ce fait exprime les distinctions et hiérarchies sociales inscrites dans la morphologie urbaine parisienne.

A Rio de Janeiro, « quartier » est une notion qui se construit aussi en opposition à « favela », espace où l'organisation et les formes construites suivaient, jusqu'à récemment, des dispositions et des postures autres que celles stipulées par la municipalité. Dans les favelas, même dans les baraques faites de bric et de broc, les poêles à bois n'existent plus. C'est pourquoi les cheminées ont disparu du paysage, remplacées par les bouteilles de gaz, vendues dans les ruelles par quelque commerçant local. Malgré l'extension des réseaux de l'eau et du tout-à-l'égout, on trouve encore au sommet des collines *cariocas*<sup>14</sup> des baraques avec des installations extérieures, pour la douche, pour les commodités (*casinha*) et pour le lavage du linge, directement alimentées par des sources d'eau naturelles.



Linge séchant à Morro do Chapéu Mangueira, au-dessus des immeubles du quartier de Leme, à Rio de Janeiro. Photo : Soraya Silveira Simões

<sup>14</sup> De Rio de Janeiro, [NDT.]

Par ailleurs, contrairement à la vie en appartement (toujours plus exigüe), une maison des favelas est rarement destinée à l'habitation d'une seule personne, mais plutôt à l'abri d'une famille. Là, les maisons croissent au rythme des mariages et des naissances et la difficulté de la réglementation foncière réside précisément dans la complexité de cette expansion où la chape de béton d'une maison, par exemple, figure comme un des biens les plus convoités offerts par le marché immobilier local.

C'est seulement très récemment, dans l'histoire urbaine de Rio de Janeiro, que les adresses des habitants des favelas ont commencé à être reconnues par l'administration, suite à un long processus marqué par de nombreux conflits et mobilisations<sup>15</sup> qui ont culminé avec le programme, sus mentionné, de Favela-Bairro<sup>16</sup>.

Le processus de reconnaissance d'une adresse en ville implique donc l'inclusion des individus ou des groupes dans un système d'obligations et de droits - un système juridique, donc - à une échelle sensiblement amplifiée. Un grand nombre d'entre eux, dans ce parcours, ont l'opportunité d'une mobilité sociale ascendante alors que d'autres, au contraire, subissent des contraintes économiques et sociales dues à la formalisation ou à la requalification d'une adresse, comme il est de règle dans les processus dits de rénovation urbaine, par exemple.

En France, avec la création de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) en 2003, le financement des interventions sur tout le territoire français ont été majoritairement le fait de cette seule institution. À la différence du Brésil, les résidents des habitations sociales françaises sont les locataires des immeubles appartenant à des propriétaires publics ou privés. Nombre de ces immeubles HLM ont été construits dans les années 1960 et 1970, ce qui signifie que

<sup>15</sup> L'exemple le plus remarquable est celui des Commissions de l'Électricité (traduction de Comissões de Luz), constituées dans les favelas de Rio de Janeiro dans les années 1950, avec l'appui du Parti Communiste, pour faire face aux constantes coupures d'énergie.

<sup>16</sup> Voir notamment Freire 2005.

nombreux sont les habitants qui résident depuis trente, voire quarante ans, à la même adresse. Malgré l'ancienneté de cette résidence, les habitants n'ont pu passer du statut de locataire à celui de propriétaire, à cause des critères qui caractérisent une habitation comme « sociale », en France. Autrement dit, des unités résidentielles demeurent locatives. Malgré la pénurie de logement en France, une grande partie de ces constructions est en cours de démolition dans le cadre de l'actuelle politique de rénovation urbaine. Elle est justifiée par toutes sortes d'arguments, qui vont de la construction de villes durables - ce qui implique des constructions respectant les nouvelles normes d'énergie et d'isolation thermique - à la nécessité d'une mixité sociale accrue, que les politiques urbaines antérieures auraient ignorée et qui, par voie de conséquence, auraient commis l'erreur de ségréguer les classes sociales.

À la fin des années 1970, la rénovation urbaine qui a atteint le quartier de Catumbi, dans la périphérie du quartier d'affaires de Rio de Janeiro, a été justifiée par une opposition sinon ingénue, pour le moins insidieuse, entre quartiers planifiés, dont les espaces seraient destinés à des usages définis selon les plans du concepteur, et quartiers spontanés où les appropriations de l'espace se déroulaient dans le flux incessant des interactions quotidiennes de ses habitants. Dans l'ouvrage *Quand la rue devient maison*, une ethnographie de cet ancien quartier de la capitale, l'hypothèse de la différence supposée entre les milieux urbains, les dits spontanés et les dits planifiés, apparaît comme une fausse question. « Catumbi et Copacabana ne sont pas des quartiers spontanés, si on entend par là qu'ils n'ont fait l'objet d'aucun plan, ou ordonnancement. Mais considérer la planification comme synonyme de rationalisme architectural et urbanistique est aussi une équivoque. La question devient : comment planifier, à partir de quels présupposés et avec quels objectifs » (Mello, Vogel, Santos 1981, p. 141).

Actuellement, dans le processus en cours dans le quartier de Lille-Sud, au nord de la France, nous accompagnons le drame de familles dont les adresses sont constamment associées aux

notions de « danger » ou de « précarité ». L'usage de l'adverbe n'est pas ici infondé : sur le terrain, nous avons rencontré des familles dont différentes générations faisaient l'expérience du déplacement forcé du fait des rénovations et revitalisations successives que la ville a connues. Dans cet univers, nombreux sont ceux des générations les plus anciennes présentes, ayant migré vers la France à partir des années 1960, qui se sont installés dans le quartier du Vieux Lille, aujourd'hui l'un des plus valorisés de la capitale du nord. Les familles ont de ce fait été relogées dans les appartements du légendaire quartier Les Biscottes, à Lille-Sud, deux grands blocs détruits en 1989, pour, ensuite, aller s'installer dans les HLM du même secteur qui, à leur tour, vont être démolies dans le cadre du Grand Projet Urbain de la ville de Lille (Simões et Melo 2010)<sup>17</sup>.

Dans toutes les villes du monde et par la force des politiques et cultures locales, certains groupes et classes sociales sont voués à ce type d'expérience, du fait que leur présence dans *l'urbi* n'est rendue possible que par l'existence de zones à faible valeur foncière. Face aux difficultés sociales d'un grand nombre et la proximité physique que les circonstances et les politiques urbaines leur imposent, ces habitants de la ville viennent figurer dans les statistiques officielles comme des populations-cible, comme les espaces qu'ils occupent. En France, ces espaces sont désignés comme Zones d'Urbanisation Prioritaire (ZUP) ou, encore, Zones Urbaines Sensibles (ZUS). L'homologie entre les personnes, les voisinages et les lieux, indépendamment des perceptions et des lois locales, se fait, ainsi, presque immédiatement.

On peut ainsi constater que les politiques de l'habitat et de planification urbaine, visant à rationaliser l'utilisation de l'espace et à augmenter le rendement de l'occupation du sol, assument le projet de faire cohabiter groupes et personnes qui, autrement, ne se côtoieraient que dans les statistiques socio-économiques (Chamboredon et Lemaire 1970, p. 504).

<sup>17</sup> Travail présenté au séminaire Villes et Démocratie, le 22 avril 2010, CERAPS, Université Lille 2.

### Une Cruzada pour le droit à la (bonne) adresse

En 1955, à Rio de Janeiro, l'archevêque auxiliaire de l'époque, Dom Hélder Câmara, a créé l'association Cruzada São Sebastião, avec pour objectif d'urbaniser les favelas de la capitale<sup>18</sup>. Cinquante ans après, les habitants des appartements de la Cruzada São Sebastião, dans le quartier de Leblon, expérimentent quotidiennement l'ambiguïté de posséder et d'être comme *possédés par* cette adresse. Habités par des familles en provenance de la favela de Praia do Pinto qui a été rasée, les immeubles construits par l'association catholique sont aujourd'hui l'illustration la plus aboutie des coûts sociaux que l'adresse impose (Simões 2008).

Les propriétés que lui attribuent les habitants de ce lieu aujourd'hui chic, de Leblon, montrent le champ de forces où s'inscrivent les critères de l'ascension sociale permise dans un quartier déterminé de la ville. Aux yeux d'anciens habitants de la favela de Leblon, l'*origine* demeure un facteur inaliénable aux yeux des habitants *snobs* et similaires de ce quartier de la Zone Sud. Ceux-ci empêchent cependant que la favela détruite cesse d'exister, de manière à marquer de nouvelles distances et distinctions.

Parce qu'ils *se trouvent* à Leblon, les habitants de la Cruzada, à leur tour, se considèrent des privilégiés ; mais parce qu'ils *sont* de Cruzada, ils se sentent *discriminés*, voire même menacés d'expulsion<sup>19</sup>. Pendant ce temps, les journaux apprennent à

<sup>18</sup> À la même époque, à Paris, l'Abbé Pierre construisait les dites cités de transit pour l'abri temporaire des habitants des bidonvilles. Voir : Pétonnet 1968.

<sup>19</sup> À l'arrivée du gouvernement de l'Etat de Guanabara, en 1960, immédiatement après le changement de la capitale fédérale pour Brasília, Carlos Lacerda a créé la Compagnie d'Habitation Populaire (COHAB), responsable de la construction et de la commercialisation des logements populaires, spécialement destinés à accueillir des habitants des favelas détruites, tandis que la Banque Nationale d'Habitation (BNH), créée en 1964, finançait les constructions de ces ensembles d'habitations. Ces institutions ont viabilisé le programme d'éradication des favelas, que le gouverneur Negrão de Lima (1965-1970) a maintenu avec, comme priorité,

leurs lecteurs que Cruzada représente la menace. Quand elle ou l'un des ses habitants se trouvent dans les journaux, c'est souvent dans les pages des faits divers<sup>20</sup>.

Selon les données du recensement démographique de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques (IBGE), en 2000, la population de Leblon était de 46 670 habitants répartis dans 18 004 unités résidentielles, dont 50% étaient occupées par une ou deux personnes et presque 60% des personnes de référence gagnaient plus de quinze fois le salaire minimum<sup>21</sup>. En plus, près de 75% d'entre elles avaient fait des études supérieures et seules 967 personnes étaient analphabètes, dont 468 âgées de 5 à 9 ans<sup>22</sup>. L'appartement est l'unité résidentielle qui prédomine non seulement dans le quartier, mais aussi dans toute la Zone Sud de la ville. A Leblon, il y a 17 447 appartements de ce type et sur la totalité des 18 004 domiciles existants, 12 320 sont la propriété de leurs habitants. La majorité des personnes de référence a entre 40 et 69 ans et le nombre de ceux ayant dépassé 70 ans est supérieur à celui de ceux qui ont entre 20 et 39 ans.

Dans cet univers, les 2 957 habitants de la Cruzada São Sebastião<sup>23</sup> sont perçus comme une population à bas revenus et

---

avec la création de la Coordination de l'Habitation d'Intérêt Social de l'Aire Métropolitaine du Grande Rio (CHISAM). Au cours de ces deux administrations et de la suivante, de Chagas Freitas (1970-1975), quatre-vingt favelas ont été éradiquées et, avec elles, presque 200 000 habitants de la capitale déplacés vers des ensemble d'habitations construits dans des zones isolées, dépourvues d'infrastructures et de transports, loin de leurs lieux de travail. Cf. les données de la COHAB-CG in Valladares 1980.

<sup>20</sup> Dans le *Globo dos dias*, 2 juin 2003 : « Un cadavre abandonné à Leblon » ; 27 octobre 2003 : « Soleil, bagarre, vol collectif et embouteillage » ; 4 novembre 2003 : « Pression maximale sur la colline et le bitume – Cruzada et Rajah » ; 8 décembre 2004 : « Une bande attaque la Police Militaire à la grenade à Copacabana » ; 23 novembre 2006 ; 13 janvier 2007 : « Cruzada São Sebastião a cinquante ans et un problème : la dette du IPTU peut conduire 676 immeubles à être vendus aux enchères » ; *Jornal do Brasil* : 14 juillet 2003 : « Jardin d'Alah : la revitalisation tourne à l'abandon ».

<sup>21</sup> En 2004, la valeur du salaire minimum s'élevait à : R\$260,00.

<sup>22</sup> Données obtenues par le Système Morei, de l'Institut Pereira Passos.

<sup>23</sup> Idem.

à faible niveau de scolarité, majoritairement constituée de jeunes et de noirs, exécutant des services de faible qualification et présentant un taux de chômage atteignant jusqu'à 60%<sup>24</sup>. À la différence de ce qui se passe aux alentours, le nombre de petits-fils et d'arrière-petits-fils résidant avec la personne de référence est significatif. L'importante présence des enfants et le faible nombre des couples cohabitants avec la personne de référence se rapprochent, cependant, des taux enregistrés dans les autres unités résidentielles de Leblon<sup>25</sup>.

Dans les favelas de la Zone Sud de Rio de Janeiro, les statistiques ne sont pas très différentes et sur le plan socio-économique, l'univers de ces habitants se rapproche de celui des résidents en appartement de la Cruzada. Tous, néanmoins, que ce soit dans les maisons sur les collines ou dans les appartements de l'ensemble de Leblon, partagent d'une certaine manière la même « peur de l'expulsion », car tous comptent, dans leurs familles, des membres de générations précédentes qui ont vécu les conséquences du déplacement autoritaire promu par la politique d'éradication des favelas, en vigueur dans les années 1960.

Lors d'une visite au Morro da Babilônia, dans le quartier de Leme, l'habitant d'une masure perchée au sommet de la montagne, à la lisière de la forêt, nous reçoit comme ses hôtes. Seuls accèdent à ce sommet de la colline les personnes le connaissant, ou les fonctionnaires de la compagnie d'électricité. Très enthousiasmé de nous voir au milieu de l'après-midi, il nous a montré avec orgueil son baraquement exigü, remerciant Dieu d'y avoir élevé cinq enfants et six petits-enfants. La maison qu'il habitait avec sa femme et l'un de leurs petits-

---

<sup>24</sup> Ces données sont présentées par Ribeiro qui, dans son article, se réfère à la catégorie « inoccupé », sans offrir toutefois un meilleur éclairage sur son utilisation. Or, l'échantillonnage fait par CEHAB-RJ sur 155 appartements (16% du total), indique que 39,56% des habitants ont des emplois déclarés ; 26,45% sont retraités et 11,61% se sont auto-désignées mère au foyer. Les situations les plus nombreuses sont très disparates. Voir Ribeiro, Cruz et Mabela (s/d.) e Mascarenhas 2005.

<sup>25</sup> Données obtenues par le Système Morei, Institut Pereira Passos.

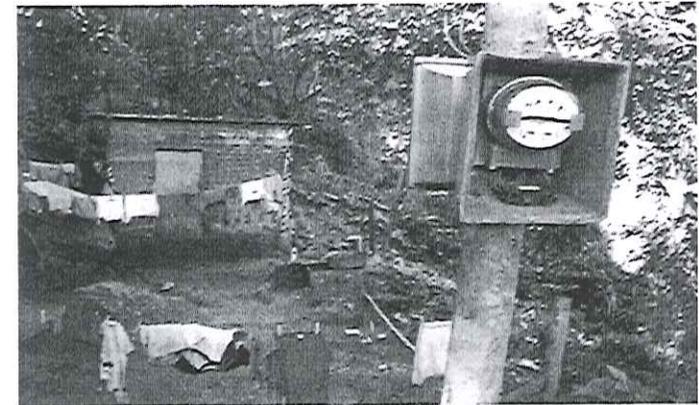
enfants avait appartenu à sa fille qui, après son mariage, avait déménagé vers une autre maison, plus grande et confortable, au Morro do Chapéu Mangueira, dans le prolongement de la même colline. Un autre de ses enfants était son voisin, propriétaire de sa maison qui arborait, dès l'entrée, en portail ostentatoire, un compteur électrique. La mobilité résidentielle de ses enfants, réduite mais significative, constituait la preuve irréfutable de la réussite de son investissement dans l'éducation de sa progéniture et dans l'augmentation et la transmission du patrimoine.

Ce compteur électrique situé à l'entrée d'une des maisons confortables avait suscité quelques réactions. La Préfecture était priée de reconnaître l'adresse face à cet objet inhabituel installé au sommet de la colline. Le maire ne pouvait ignorer la présence de l'utilisateur de l'un des plus importants services proposés aux populations des grandes métropoles modernes. D'autant plus que personne n'aurait demandé un tel service sans la volonté de rester, empreinte d'un fort attachement au lieu ; en d'autres mots, sans être mû par l'*animus domini*<sup>26</sup>. Le compteur représentait une inscription morale et un vrai artefact symbolique, pièce et évidence matérielle incontournable lorsqu'il s'agit d'indices d'une forme d'attachement à un lieu.

Face à une telle évidence, une question aurait pu être posée : qu'est-ce qui définit une favela ? Essayer d'y répondre avec des arguments légaux ne correspondrait pas à ce qui a été observé. Les habitants de Chapéu Mangueira et de Babilônia payent des impôts. À certains endroits de la colline, le courrier parvient grâce à un code d'adresse postale<sup>27</sup>. Les subtilités juridiques et la complexité des actes notariés liés à la régularisation foncière auraient pu être des éléments à considérer, mais il s'agit d'un problème commun à d'autres quartiers et copropriétés de luxe de la ville. C'est ainsi que, après « un siècle de favela », cela ne saurait être le bon argument.

<sup>26</sup> Volonté de se comporter comme propriétaire de la chose [NDT].

<sup>27</sup> *Código de Endereçamento Postal*.



Le compteur électrique et la mesure avec une seule commodité, sur les hauteurs du Morro da Babilônia, à Rio de Janeiro – Photo : Soraya Silveira Simões

Avec la Charte d'Athènes, l'architecture et l'urbanisme ont eu, pour intention et prétention, un style international susceptible d'instituer, à travers la forme, une société plus égalitaire. Mais les modalités de l'organisation de l'espace et les critères de classification dans l'ordonnancement de la vie quotidienne elle-même demeurent dans les régions de pénombre « que la conscience ignore » (Pétonnet 1972 ; Hall 1966).

Les aspects symboliques d'une maison et de son inscription dans l'espace urbain – l'adresse – vont de pair. Une adresse se situe en effet entre deux points : le premier, qui revêt des usages adaptés aux nécessités et interactions de la vie quotidienne ; le second, qui l'associe aux formalités administratives de la ville. Face à cette constatation, rappelons-nous la réflexion d'Henri Raulin, dans son livre sur les maisons paysannes européennes, quand, évoquant Gaston Bachelard, il conclut : « si on peut écrire l'histoire de l'inconscient humain sans écrire une histoire de la maison, la réciproque n'est pas forcément nécessaire » (Raulin 2009, p. 187).

Références bibliographiques

- Boltanski Luc et Thévenot Laurent, *De la justification*, Gallimard, Paris, 1991.
- Bonnin Philippe, « Nommer/habiter : langue japonaise et désignation spatiale de la personne » *Communications*, n.73, Manières d'habiter, 2002, p. 245-265.
- Bruston Françoise, « Préface » in Desjeux Dominique, Monjaret Anne, Taponier Sophie (dir.) *Quand les français déménagent : circulation des objets domestiques et rituels de mobilité dans la vie quotidienne en France*, PUF, Paris, 1998.
- Chamboredon Jean-Claude et Lemaire Madeleine, « Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement » in Roncayolo Marcel et Paquot Thierry (dir.) *Villes et Civilisation Urbaine – XVII<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> Siècle*, Larousse, Paris, 1992, p. 503-520.
- Chombart de Lauwe Paul Henry, *Paris et l'agglomération parisienne* (vols. I et II), Presses Universitaires de France, Paris, 1952.
- Donzelot Jacques et Mongin Olivier, « De la question sociale à la question urbaine », *Esprit*, novembre 1999, p.83-86.
- Freire Gilberto, « *Sobrados e mucambos* », Global Editora, Recife, 2003. 14<sup>e</sup>ed.
- Freire Leticia de Luna, *Tecendo as redes do Programa Favela-Bairro em Acari*, Mémoire de Master en Psychologie Sociale, Universidade do Estado do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2005.
- Genestier Philippe, « Le sortilège du quartier : quand le lieu est censé faire lien – cadre cognitif et catégorie d'action politique », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n.82, 1999, p. 142-153.
- Hall Edward, *The Hidden Dimension*, Doubleday, New York, 1966.
- Heidegger Martin, « Bâtir Habiter Penser » in *Essais et Conférences*, Éditions Gallimard, Paris, 1980.
- Langer Susanne K, *Sentimento e forma. Uma teoria da arte desenvolvida a partir de Filosofia em Nova Chave*, Perspectiva, São Paulo, 1980.
- Mascarenhas Ilza, *Escola Pública e Moradia : o cotidiano dos moradores da Cruzada São Sebastião do Leblon – um conjunto habitacional localizado em um bairro nobre do Rio de Janeiro*, Mémoire de Master soutenu au PPGACP/ICHF-UFF, Niterói, 2005.
- Mauss Marcel, *Manual de Etnografia*, Ed. Pórtico, Lisboa, 1972.

- Mello Marco, Antonio da Silva et Vogel Arno, *Gente das Areias: história, meio-ambiente e sociedade no litoral brasileiro – Maricá, RJ, 1975 a 1995*, Ed.UFF, Niterói, 2004.
- Mello Marco Antonio da Silva, Vogel Arno, Santos Carlos Nelson Ferreira, *Quando a rua vira casa*. IBAM, Rio de Janeiro 1981.
- Mello Marco Antonio da Silva, Simões Soraya Silveira et Freire Leticia de Luna, « Um endereço na cidade : a experiência urbana carioca na conformação de sentimentos sociais e sensibilidades jurídicas », in Kant de Lima Roberto; Eilbaum Lucia & Pires Lênin (dir.), *Conflitos, direitos e moralidades em perspectiva comparada*, Garamond, Rio de Janeiro, 2010, p.51-86.
- Pétonnet Colette, *Ces gens là*, Maspero, Paris, 1968.
- Pétonnet Colette, « Espace, distance et dimension dans une société musulmane : à propos du bidonville marocain de Douar Doum à Rabat », *L'Homme*, Avril-Juin, 1972, numéro 02, Tome XII, Paris, p.47-84.
- Raulin Henri, *Maisons paysannes d'Europe*, Ibis Press, Paris, 2009.
- Ribeiro Luiz César de Queiroz, Cruz Gisele dos Reis et Maberla Juliana Eleuze Carreira, *Proximidade territorial e distância social: reflexões sobre o efeito do lugar à partir de um enclave urbano – A Cruzada São Sebastião no Rio de Janeiro*, article disponible sur [http://www.observatoriodasmetropoles.ufrj.br/download/texto\\_lcqr\\_cruzada.pdf](http://www.observatoriodasmetropoles.ufrj.br/download/texto_lcqr_cruzada.pdf)
- Simões Soraya Silveira, *Cruzada São Sebastião do Leblon: uma etnografia da moradia e do cotidiano dos moradores de um conjunto habitacional na Zona Sul do Rio de Janeiro*, thèse de doctorat soutenue au PPGA-ICHF-UFF, Niterói, 2008.
- Simões Soraya Silveira et Melo Ana, *Considérations autour d'un drame : la rénovation urbaine à Lille-Sud*, travail présenté au séminaire Villes et Démocratie, CERAPS, Université Lille 2, 2010.
- Tissot Sylvie et Poupeau Franck, « La spatialisation de problèmes sociaux », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, n.159, 2005, p. 4-9.
- Valladares Licia, *Passa-se uma casa: análise do Programa de Remoção de Favelas do Rio de Janeiro*, Zahar Editores, Rio de Janeiro, 1980.